

Europe

ÉLECTIONS BRITANNIQUES : THERESA MAY PRISE À SON PROPRE PIÈGE ?

Renaud Thillaye

02/06/2017

À l'approche des élections législatives au Royaume-Uni, le 8 juin 2017, Renaud Thillaye livre son analyse de la campagne menée par Theresa May, Première ministre, représentant les conservateurs, et par Jeremy Corbyn, leader des travaillistes. Entre négociations pour le Brexit et faux pas de la Première ministre, les conservateurs sont en perte de vitesse, leur faisant craindre l'absence d'une majorité absolue au Parlement. Une tribune publiée en partenariat avec La Croix.

Le 8 juin prochain, se tiendront les élections anticipées décidées par la Première ministre britannique Theresa May mi-avril. L'annonce de ces élections a surpris tout le monde puisque Theresa May elle-même avait répété à plusieurs reprises depuis son entrée en fonction, en juillet dernier, que le pays avait besoin de stabilité. Ce sera la troisième fois en deux ans que les électeurs britanniques se rendront aux urnes après les élections législatives de mai 2015 et le référendum sur l'appartenance à l'Union européenne de juin 2016.

Le pari de Theresa May est de conforter sa base de soutien et d'obtenir de plus grandes marges de manœuvre. La majorité conservatrice actuelle est fragile, avec seulement dix sièges de plus que le seuil de la majorité absolue (330 sièges sur 560) à la Chambre des Communes. Theresa May est par ailleurs contrainte par un programme qui n'est pas le sien mais celui de David Cameron, l'ancien Premier ministre démissionnaire après la victoire du « Leave » au référendum sur le Brexit. Le timing de Theresa May est également intéressant sur le plan européen: la France aborde la négociation du Brexit forte d'un président fraîchement élu, et l'Allemagne renouvellera son Parlement et son gouvernement en septembre. Theresa May espère elle aussi arriver à la table des négociations avec un mandat plus solide.

Or, à quelques jours du scrutin, rien ne se passe tout à fait comme prévu. Alors que les intentions de vote donnaient aux conservateurs 20 points d'avance sur les travaillistes mi-avril, l'écart s'est considérablement réduit. Il y a quelques jours, un [sondage Yougov](#) prédisait même un Parlement sans majorité absolue (*hung parliament*), scénario cauchemar pour Theresa May.

La clé du résultat se trouve dans les circonscriptions où l'écart entre les deux principaux partis était faible en 2015, et qui pourraient basculer. Le pari des conservateurs est qu'une cinquantaine de circonscriptions travaillistes ayant voté en majorité pour le Brexit en 2016 pourraient choisir les conservateurs. Le transfert vers les conservateurs du vote UKIP, en perte de vitesse depuis le référendum, pourrait également jouer un rôle important. Enfin, le recul attendu du Parti national écossais (SNP) devrait, selon toute vraisemblance, profiter aux conservateurs écossais et à leur charismatique leader Ruth Davidson.

Or la campagne de Theresa May piétine. Convaincus que le meilleur atout était l'image d'autorité de la Première ministre, les conservateurs ont décidé de concentrer leur message sur son « leadership fort et stable », notamment en vue des négociations avec Bruxelles. C'était sans compter sur les revirements qu'elle a opérés ces dernières semaines. À bien des égards, sa prise de pouvoir en 2016 était elle-même fondée sur une ambiguïté puisqu'ayant fait campagne pour le « Remain », Theresa May a décidé au lendemain du référendum qu'elle était la mieux placée pour mettre en œuvre le Brexit. Deux autres épisodes récents ont fait étalage de sa versatilité: l'abandon *in extremis* d'un projet d'augmentation d'impôt sur les auto-entrepreneurs lors de la préparation du budget 2017, et celui d'un projet d'impôt pour financer les soins de longue durée (« taxe sur la démence ») qui figurait dans le programme conservateur.

Jeremy Corbyn, au contraire, rassure, voire se fait désirer pour la première fois au-delà des cercles travaillistes. Alors qu'il n'avait jamais réussi à percer le halo de critiques et de railleries qui l'entourait, le leader travailliste, franchement à gauche, est parvenu à gommer les aspects les plus controversés de son parcours, notamment son républicanisme et son opposition aux armes nucléaires. Ce n'est pas toujours réussi : son commentaire douteux sur la responsabilité de la politique étrangère britannique suite à l'attentat de Manchester a interrompu la dynamique dont il bénéficiait. Cependant il a su rapidement reprendre l'initiative en se présentant au débat télévisé organisé par la BBC le 31 mai, auquel Theresa May a refusé de participer.

L'aspect le plus frappant de cette élection est en effet le fossé générationnel, géographique et éducatif qui sépare l'électorat conservateur de celui des travaillistes. Plusieurs sondages montrent que deux tiers des 18-24 ans plébiscitent Jeremy Corbyn et le Labour, contre 15-20% des plus de 65 ans. Theresa May et les conservateurs, au contraire, récoltent deux tiers d'intentions de vote chez les plus âgés, contre 20% chez les plus jeunes. Londres, Birmingham et Manchester votent très nettement Labour. À l'inverse, la campagne anglaise est couverte de bleu. Enfin, la catégorie socio-professionnelle n'est plus déterminante dans le vote, mais un niveau plus élevé d'éducation augmente les chances de voter travailliste et libéral-démocrate.

Quels enseignements tirer de ces constats? Premièrement, Theresa May n'a pas réussi à imposer l'hégémonie conservatrice dont elle avait l'ambition, et ce malgré une politique aux accents très sociaux. Une majorité conservatrice reste le résultat le plus probable, mais une avance de moins de 60-80 sièges serait considérée comme un échec. L'autorité de la Première ministre n'en sortirait pas grandie, et ses marges de manœuvre seraient limitées dans la négociation avec l'Union européenne. Son insistance sur le fait qu'une absence d'accord serait préférable à un mauvais accord n'augure pas une sortie par le haut.

Deuxièmement, la polarisation de l'électorat britannique entre jeunes et vieux, Anglais et Écossais, métropoles ouvertes et régions « oubliées » fait écho aux situations françaises et américaines. À l'image des phénomènes Obama et Macron, l'irruption d'une personnalité plus jeune et plus solide que Jeremy Corbyn, qui initierait une « alliance progressiste » en travaillant avec les Libéraux-démocrates et le SNP, pourrait marquer le retour en force des progressistes dans quelques années. D'autant que les retombées négatives du Brexit ne font que commencer et risquent de faire évoluer l'opinion. Reste à trouver le bon leader.

La Fondation Jean-Jaurès s'associe à [La Croix](#) pour apporter son éclairage sur l'élection législative du 8 juin au Royaume-Uni à travers trois tribunes de Renaud Thillaye. Un prochain article détaillera le programme des deux principaux partis et analysera l'évolution du paysage idéologique au Royaume-Uni.